

Patrimoine des migrations et institution culturelle

l'exemple de Centre du Patrimoine Arménien de Valence

Laure Piaton *

**Etablissement public,
le Centre du Patrimoine Arménien
de Valence constitue un exemple
de «réponse politique»
à une «demande sociale
portée par des militants
associatifs».
Cette initiative procède
d'une double démarche :
«réaffirmer les particularismes
de la diaspora» arménienne
et reconnaître
«son apport
à la société française».**

Inauguré il y a cinq ans par la Ville de Valence, le Centre du Patrimoine Arménien (CPA) est une expérience patrimoniale singulière au sein des lieux consacrés à l'histoire de l'immigration en France. Il est, à notre connaissance, le seul établissement public à retracer plus particulièrement l'histoire d'une population d'originaires, à en préserver la mémoire, les objets, les archives. Installé aux portes du « quartier arménien » de Valence, il est une réponse politique à une demande sociale portée par des militants associatifs et révélatrice de la place prise par les valentinois d'origine arménienne dans la vie de la cité. Ainsi, il convient de l'envisager comme un élément du dispositif mémoriel déployé par les réfugiés arméniens depuis leur installation. Mais il est également le produit d'une négociation : à la faveur de revendication mémorielle et identitaire, le choix politique a été de doter la ville d'un nouvel équipement culturel à part entière, dont le positionnement compléterait l'offre municipale existante.

Empreintes arméniennes dans la ville

Distinguée dès 1931 par Roger Bastide dans la *Revue internationale de sociologie*, Valence est une ville emblématique de la présence arménienne en France : 10 % de sa population aurait une origine arménienne, conséquence d'arrivées successives depuis le début du XX^e siècle, présence qui frappe le visiteur et d'autant plus lisible qu'elle

(*) Directrice du Centre du Patrimoine Arménien de Valence

prend racine dans le centre historique. Après le génocide, en quête d'une nouvelle terre d'accueil, les Arméniens s'arrêtent en remontant la vallée du Rhône, et l'on assiste alors à l'acte de naissance de la diaspora arménienne de Valence. À cette première vague, s'ajoutent les Arméniens du Proche-Orient dans les années 1960-1970 et ceux qui, repartis en URSS à la fin des années 1930-1940, reviennent, confrontés aux difficultés rencontrées en Arménie soviétique¹. Le premier patrimoine produit collectivement sera celui qui permet la reconstruction d'une vie sociale dans le pays d'accueil, car l'exil des Arméniens en France est marqué tout à la fois par la destruction et la dispersion. Au fil des ans, les originaires vont bien sûr franchir les frontières du quartier, participer à la production d'un patrimoine urbain et marquer la ville de leur présence : églises, rue au nom de la mère patrie, écoles, maisons de la culture². Comme toute population en diaspora, les Arméniens de Valence vont s'approprier des espaces dans leur territoire d'installation, des lieux se référant à la mémoire collective de leur terre d'origine, ainsi qu'à la mémoire du génocide, lieux qui servent d'ancrage à la société diasporique et lui permettent de conserver son identité distincte.³ De l'ancien *Hainots*⁴, il demeure peu d'éléments pour témoigner de l'installation. Les traces tangibles sont rares, mais quelques unes subsistent, à travers les commerces notamment ou la toponymie des rues : rue d'Arménie, Place Manouchian, Place Stépanian⁵, etc. Parce qu'en partant ils laissèrent derrière eux leurs morts sans sépulture, les réfugiés vont également éprouver la nécessité de les honorer et établir au cœur du *Hainots* les supports de la commémoration : le monument au génocide, la place Manouchian, sont avant tout par leur présence et les cérémonies commémoratives qu'ils permettent, la manifestation aux yeux de la population

valentinoise d'origine arménienne de ce droit au souvenir et à la différence. Ils ont une fonction de transmission de la mémoire et de l'arménité. Ainsi, tout en développant son patrimoine sur l'ensemble du territoire de la ville, la diaspora arménienne a conservé une emprise foncière importante sur l'ancien « quartier arménien », et ce dernier reste le dépositaire d'un patrimoine symbolique lié à l'affirmation de son identité.

Affirmation identitaire ou étape vers la reconnaissance ?

Après un patrimoine produit pour la reconstruction du groupe, et celui commémoratif destiné à le souder, la volonté, au début des années 1990, de créer un musée, procède selon nous d'une double démarche : celle de réaffirmer les particularismes de la diaspora et celle, en tant que Français, de voir reconnu son apport à la société française, sa place dans la nation.⁶ Porté par des militants du parti *Ramgavar*⁷ au sein du Conseil municipal, le projet initial vise à créer un « musée-mémorial » pour faire connaître l'histoire du génocide arménien et en préserver la mémoire⁸. Pour ces élus d'origine arménienne, dont le sentiment est que l'arménité de la diaspora s'étiole, faute d'encadrement notamment, l'objectif est de doter leur communauté d'un outil permettant de former les futures générations, de renforcer son identité, d'en sauvegarder la richesse et l'originalité en évitant son assimilation.⁹ Il s'agit donc de créer un musée pour un groupe particulier¹⁰ tandis que les souvenirs deviennent plus lointains, et que le besoin est ressenti de les inscrire dans la durée de l'histoire et de l'identité collective¹¹ : ancrer son histoire dans la ville, conserver la mémoire, témoigner de ce passé, ainsi que leurs liens avec Valence. Le projet se heurte d'emblée à la difficulté du lieu d'implantation. Parce qu'ils furent bombardés par les Alliés en 1944, il ne

subsiste rien des lieux « quelconques ¹² » qui furent investis par les premiers réfugiés, aussi le choix va-t-il se porter sur l'ancienne église apostolique Saint-Sahag, située en dans la basse ville et dont la conservation préoccupe le Conseil communautaire¹³. Patrimoine culturel produit par la population qui a immigré¹⁴, le lieu est modeste, mais « chargé de l'histoire de la communauté »¹⁵. Tandis que le projet en phase préparatoire évolue vers l'idée d'un centre du patrimoine plus ouvert, les autorités religieuses arméniennes soutenues par la Préfecture de la Drôme s'opposent à la désacralisation du lieu et à sa transformation en équipement municipal. Le projet est réactivé en 2001, mais dans un contexte différent : le génocide des Arméniens a été officiellement reconnu par la France¹⁶, ce qui rend moins crucial la réalisation d'un lieu qui lui serait consacré, en 1997-1998 s'est tenue au musée Dauphinois de Grenoble l'exposition *D'Isère et d'Arménie* qui a renouvelé le regard sur la diaspora arménienne en Rhône-Alpes, tandis que l'ouverture prochaine d'une Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration se précise. Progressivement, les élus d'origine arménienne se laissent convaincre de l'intérêt qu'ils auraient à mettre en partage leur histoire en l'inscrivant dans un projet culturel plus large qui renforcerait leur légitimité.

Du projet mémoriel à l'établissement culturel

Enregistrer et conserver une mémoire communautaire, l'enraciner dans un lieu identifié, tel était le besoin exprimé par les associations arméniennes et auquel s'était engagée la municipalité, en actant la mise en place d'une exposition permanente dédiée à leur parcours. Toutefois, les élus décident d'aller au-delà, et d'inclure ce projet mémoriel et identitaire, au sein d'un nouvel établissement culturel consacré à l'exil, aux génocides, aux

réfugiés, aux diasporas, etc. : dans un aller - retour permanent entre le particulier et l'universel, l'expérience diasporique des Arméniens arrivés à Valence dans les années 1920 est alors le paradigme support au développement de son discours. Ainsi, le génocide, n'est plus le cœur du propos, mais il est appréhendé comme le facteur de l'exil, dans une problématique recentrée sur le fait migratoire (l'avant, le pendant, l'après).

Le patrimoine alors considéré est celui défini par le Conseil de l'Europe comme « un ensemble de ressources héritées du passé que des personnes considèrent, par-delà le régime de propriété des biens, comme un reflet et une expression de leurs valeurs, croyances, savoirs et traditions en continuelle évolution. »¹⁷. Le CPA ne s'appuie pas sur une collection existante, mais sur une collecte qui a une valeur documentaire et fondamentale, qui identifie les éléments qui peuvent caractériser la diaspora arménienne, ceux qui peuvent caractériser une population d'origine étrangère ou encore ceux qui représentent les transformations des migrants sur un nouveau territoire. La collecte mise au service du scénario a permis de rassembler plus de 2 000 documents dont une partie seulement est exploitée dans le parcours permanent. Elle est le fruit d'un minutieux travail de repérage, déclencheur d'une prise de conscience chez les originaires eux-mêmes et d'un attachement pour le lieu même s'il ne le fréquente pas systématiquement. Elle a été l'occasion de faire connaître le projet auprès des valentinois d'origine arménienne et de les sensibiliser aux logiques d'ouverture qui le sous-tendaient. Cette volonté d'ouverture se traduit dans le lieu retenu pour son implantation, l'ancienne faculté de droit¹⁸, proche du quartier arménien mais déconnectée des lieux de mémoire liés à l'installation, contribuant à décroiser les représentations spatiales

de la diaspora et à créer un nouveau repère opérant pour l'ensemble des Valentinois. Car la reconnaissance des Valentinois (et plus largement de la communauté nationale), tel est désormais l'enjeu de la démarche des originaires : plutôt qu'un conservatoire de l'identité arménienne, le Centre est devenu un lieu pour se souvenir, mais davantage encore un espace symbolique pour faire connaître son histoire singulière et son apport à la cité. Ainsi, le CPA est l'exemple d'un lieu patrimonial inventé par la collectivité pour conserver et communiquer la mémoire de l'immigration arménienne de Valence, tout en s'ouvrant à d'autres populations concernées par l'expérience migratoire ■

1. Par ailleurs, depuis les années 1990, une immigration est toujours à l'œuvre en provenance des anciennes républiques soviétiques et de l'Arménie indépendante. Pour la plupart ce ne sont pas des descendants des survivants du génocide, car situé en zone russes lors de la Première Guerre mondiale.
2. Martine Hovanessian, *Les Arméniens et leurs territoires*.- Autrement, Paris, 1995
3. Michel Bruneau, « Les territoires de l'identité et de la mémoire collective en diaspora » dans *L'Espace géographique*, 2006-4, pp 328-333.
4. *Petite Arménie*
5. Du nom du premier élu PS de Valence d'origine arménienne. Sur cette place, autrefois le 24, rue Bouffier, vivaient 16 ménages soit 52 réfugiés (AD26)
6. Michel Rautenberg, « Les « communautés » imaginées de l'immigration dans la construction patrimoniale » dans *Cahiers de Framespa*, n° 3 Patrimoine et immigration.- Université de Toulouse le Mirail / CNRS
7. Parti libéral arménien réactivé à Valence avec l'arrivée des Arméniens du Proche-Orient
8. C'est à cette même période que l'on assiste en Rhône-Alpes à un renouveau des musées de la Seconde Guerre mondiale qui traitent du génocide des juifs : création du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon en 1992, renouvellement de la muséographie du Musée de la Résistance de Grenoble, création de la Maison d'Izieu en 1994.
9. Noubar Kéchichian, « Les origines du Centre du Patrimoine Arménien » dans *Revue drômoise* n°515 *Les Arméniens de Valence. Histoire et mémoire* - Valence, 2005

10. Nada Guzin-Lukic, « Quel musée pour le patrimoine des migrations » ; dans Marie-Blanche Fourcade et Caroline Legrand, dir., *Patrimoines des migrations, migrations des patrimoines*.- Presses universitaires de Laval, Québec, Canada, 2008
11. Michel Rautenberg, « Les « communautés » imaginées de l'immigration dans la construction patrimoniale », op. cit
12. « Valence possède une chapelle grégorienne avec un curé. La chapelle est, bien entendu, une salle quelconque qui a été louée et aménagée en vue du culte » dans Roger Bastide, « Les Arméniens de Valence », article paru dans la *Revue internationale de sociologie*, n° 1/2, 1931, réédité en 1998 sous la coord. de Denys Cuche, *Bastidiana*, n° 23-24 *Relations interethniques et migrations internationales*.- 1998.
13. Il s'agit de l'association qui gère l'église apostolique de Valence, ses bâtiments et son personnel.
14. Michel Rautenberg, op.cit.
15. Noubar Kéchichian, « Les origines du Centre du Patrimoine Arménien » dans *Revue drômoise* n°515 *Les Arméniens de Valence. Histoire et mémoire* - Valence, 2005
16. *Loi décaltrative du 29 janvier 2001*
17. Article 2a de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur les valeurs du patrimoine culturel pour la société, 27 oct. 2005
18. Martine Hovanessian, « Diaspora arménienne et patrimonialisation d'une mémoire collective : l'impossible lieu du témoignage ? » dans *Cahiers de Framespa*, n° 3 *Patrimoine et immigration*.- Université de Toulouse le Mirail / CNRS

